

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 25/3 (1998)

DOI: 10.11588/fr.1998.3.61447

---

#### Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

ÉDOUARD HUSSON

## LA CONTROVERSE GOLDHAGEN EN FRANCE

Depuis le printemps 1996, *Les Bourreaux volontaires de Hitler*, étude du sociologue de Harvard Daniel J. Goldhagen sur les agents ordinaires du massacre des Juifs durant la Seconde Guerre mondiale<sup>1</sup>, suscite une controverse intellectuelle et médiatique de très grande ampleur<sup>2</sup>. Ce livre a été jugé sommaire par de nombreux spécialistes dans la mesure où il prétend, à partir de quelques études de cas, proposer une théorie globale du comportement des bourreaux. Il a été, néanmoins, l'une des meilleures ventes mondiales des deux dernières années, plébiscitée aux États-Unis et en Europe par un public avide de comprendre l'événement le plus tragique du XX<sup>e</sup> siècle et séduit par la clarté de l'argumentation du sociologue.

Le décalage entre le refus des spécialistes et le bon accueil d'un public élargi n'est cependant pas le seul intérêt que l'on puisse trouver à la controverse Goldhagen. Il vaut la peine d'examiner chacun des débats nationaux autour des *Bourreaux volontaires de Hitler*. À chaque fois, on discerne clairement les contours d'une mémoire spécifique de la Seconde Guerre mondiale. Le livre de Daniel Goldhagen sert de miroir aux consciences collectives particulières à chacun des États et peuples qui furent plongés dans le conflit<sup>3</sup>.

Le texte qui suit s'efforce de retracer les lignes de forces de la controverse Goldhagen en France. Nous avons été partie prenante du débat hexagonal, ayant fait paraître, en même temps que sortait la version française, un essai sur les enjeux de la discussion internationale autour des *Bourreaux volontaires de Hitler*<sup>4</sup>. Nous avons pris part à beaucoup de débats cités ci-dessous<sup>5</sup>. Mais, avant de redonner rapidement l'état de notre réflexion sur l'ouvrage du sociologue américain, en tenant compte des nombreuses précisions auxquelles force toute participation à des discussions entre chercheurs, nous essaierons de faire ressortir, avec un regard extérieur, autant qu'il est possible, ce qui distingue le débat français d'autres débats nationaux sur l'ouvrage du sociologue de Harvard.

1 Daniel J. GOLDHAGEN, *Les Bourreaux volontaires de Hitler*, Paris 1997. La version en langue anglaise, *Hitler's Willing Executioners*, était parue au printemps 1996.

2 Julius H. SCHOEPS (éd.), *Ein Volk von Mördern? Die Dokumentation zur Goldhagen-Kontroverse um die Rolle der Deutschen im Holocaust*, Hambourg 1996; on consultera aussi Matthias HEYL, *Die Goldhagen-Debatte im Spiegel der englisch- und deutschsprachigen Rezensionen von Februar bis Juli 1996*, in: *Mittelweg* 36 (1996).

3 Sur la controverse allemande, on lira Richard Chaim SCHNEIDER, *Fetisch Holocaust. Die Judenvernichtung – verdrängt und vermarktet*, Munich 1997 et le recueil de lettres de lecteurs allemands à l'auteur, récemment édité par Siedler, l'éditeur de la traduction allemande de *Hitler's Willing Executioners: Briefe an Goldhagen. Eingeleitet und beantwortet von Daniel Jonah GOLDHAGEN*, Berlin 1997.

4 Edouard HUSSON, *Une culpabilité ordinaire? Hitler, les Allemands et la Shoah. Les enjeux de la controverse Goldhagen*, Paris 1997. L'ouvrage s'intéresse à deux aspects du débat: la discussion du livre au sein de la communauté scientifique internationale d'une part; la discussion publique spécifiquement allemande d'autre part. Nous revenons brièvement sur ces deux points, ci-dessous.

5 Voir en particulier les dossiers dans la *Revue d'Allemagne*, 29 (janvier-mars 1997), p. 83-105 et dans *L'Histoire*, 206 (janvier 1997), p. 80-85.

L'observateur du débat aux États-Unis et en Allemagne voit d'abord les traits de la discussion française qui sont communs avec la controverse dans ces deux pays. Le livre de Daniel Goldhagen a été sévèrement critiqué par les historiens. Il a reçu, sinon toujours un accueil favorable, du moins un bon accueil des intellectuels non historiens. Surtout, *Les Bourreaux volontaires de Hitler* a rencontré en France comme ailleurs un accueil favorable du public. Plus de 40 000 exemplaires ont été vendus depuis janvier 1997, date de la sortie de la traduction française. Si l'on est loin des 400 000 exemplaires américains ou des 200 000 exemplaires allemands, cela est sans doute dû à ce que, quelques semaines après sa sortie en France, le livre était chassé de l'actualité médiatique par le débat spécifiquement français sur la mémoire de la Seconde Guerre mondiale et sur le racisme ordinaire: le printemps 1997 a été marqué par le retour au premier plan du procès Papon, le congrès du Front National à Strasbourg et le débat autour des lois Debré sur l'immigration. Dans les semaines qui ont directement suivi la sortie de la traduction française, c'est néanmoins à plusieurs centaines d'exemplaires par jour que s'était vendu un livre auquel furent consacrées plusieurs émissions de radio et de télévision<sup>6</sup>.

Lorsque l'on a assisté au débat dans d'autres pays, des spécificités françaises apparaissent cependant très vite. Tout d'abord, beaucoup de commentateurs du livre se sont demandé dans quelle mesure *Les Bourreaux volontaires de Hitler* est un livre anti-allemand. Ils ont refusé pour des raisons politiques, et non scientifiques, la thèse générale du livre: il y avait, au XIX<sup>e</sup> siècle, un antisémitisme spécifiquement allemand, responsable de la Shoah au XX<sup>e</sup> siècle. Ils ont moins réfuté la thèse avec une argumentation sur l'histoire que réagi en fonction de l'actualité: on a condamné le livre de Daniel Goldhagen au nom de l'amitié entre la France et l'Allemagne.

Autre aspect frappant: le débat a révélé combien la France manque d'historiens spécialistes du III<sup>e</sup> Reich. Il y a bien eu un débat sur le contenu du livre: il était la continuation de la querelle entre intentionnalistes et fonctionnalistes, qui a atteint la France seulement au début des années quatre-vingt dix, quinze ans après les États-Unis, la Grande-Bretagne ou l'Allemagne.

Dans ce qui suit, nous retraçons les grandes étapes de la controverse Goldhagen en France. Nous distinguons, sans beaucoup forcer la chronologie, trois moments successifs du débat. Ils correspondent, initialement, aussi, à trois approches différentes: celle des historiens; des germanistes; des philosophes, et sont donc le prétexte d'une réflexion thématique approfondie.

## Les historiens français et Daniel Goldhagen

Les historiens ont réagi les premiers au livre du sociologue américain: un débat dirigé par François Bédarida<sup>7</sup> et qui s'est tenu fin octobre 1996 à l'Institut Historique Allemand de Paris puis un compte-rendu du livre par Philippe Burrin paru dans le numéro de janvier 1997 de la revue *L'Histoire*<sup>8</sup> ont fait ressortir les qualités et les défauts de l'ouvrage de Daniel Goldhagen.

6 A titre de comparaison, le livre s'est vendu, sur une période équivalente, à 40 000 exemplaires aux Pays-Bas et à 35 000 exemplaires en Italie. Nous remercions les éditions du Seuil et Madame Juliane Wetzel du Zentrum für Antisemitismusforschung de la TU Berlin pour ces différentes informations. Voir aussi Juliane WETZEL, *Die Goldhagen-Rezeption in den Niederlanden, in Frankreich und in Italien*, in: J. HEIL, R. ERB (Hg.), *Geschichtswissenschaft und Öffentlichkeit: Der Streit um Daniel J. Goldhagen*, Frankfurt a. M. 1998, p. 218–234.

7 François BÉDARIDA, *Le peuple allemand, l'antisémitisme et le génocide*, in: *Esprit* 230–231 (mars/avril 1997), p. 109–116. François Bédarida est l'un des rares historiens français qui ont travaillé sur l'histoire de la Shoah. On consultera par exemple François BÉDARIDA, *Le génocide et le nazisme*, Paris 1992 et IDEM. (éd.), *La politique nazie d'extermination*, Paris 1989.

8 Philippe BURRIN, *Il n'y a pas de peuple assassin!*, in: *L'Histoire* 206 (janvier 1997), p. 82–85; IDEM, *Le génocide des Juifs en débats*, in: *Le Monde diplomatique* 519 (juin 1997), p. 26. L'ouvrage de référence sur la question controversée du rôle joué par Hitler dans la genèse idéologique et la mise en œuvre du génocide est Philippe BURRIN, *Hitler et les Juifs*, Paris 1989.

Il n'est pas nécessaire de rappeler que Philippe Burrin est Suisse pour souligner la quasi-absence des historiens français dans le débat international sur *Les Bourreaux volontaires de Hitler*. Plus généralement, on fera remarquer que les historiens français n'ont quasiment pas influencé le développement international de la recherche sur le nazisme depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale<sup>9</sup>. Ce ne sont pas les comptes-rendus parus fin janvier 1997 dans la presse française et signés Henry Rousso (*L'Express*), Emmanuel Le Roy Ladurie (*Le Figaro*) ou Pascal Ory (*Lire*) ni même le papier de François Furet dans *Commentaire* qui infirmeront ce constat<sup>10</sup>. Ils n'émanent pas de spécialistes, à l'exception partielle de Henry Rousso, historien de Vichy, qui a encouragé, ces dernières années, la traduction d'ouvrages allemands ou britanniques sur le III<sup>e</sup> Reich pour pallier le déficit français sur le sujet<sup>11</sup> et du regretté François Furet, organisateur d'un colloque rassemblant, dans les années quatre-vingt, les spécialistes internationaux du génocide<sup>12</sup>.

### Écrire l'histoire après Auschwitz

Dans un livre récent qui s'interroge sur la mémoire longue de la Seconde Guerre mondiale dans les principaux pays qui furent concernés par le conflit, l'historien australien Richard J. B. Bosworth développe une réflexion détaillée sur l'absence de l'historiographie française dans la recherche internationale sur le nazisme et le conflit international provoqué par ce régime<sup>13</sup>. Il ne se contente pas de retracer la difficulté des historiens français à écrire l'histoire de Vichy, jusqu'aux années soixante-dix, décennie où ils reçurent deux impulsions extérieures: la publication des recherches de l'historien américain Robert O. Paxton et le film de Marcel Ophuls, *Le Chagrin et la Pitié*<sup>14</sup>.

- 9 Dans sa présentation générale des controverses historiographiques sur le nazisme, l'historien britannique Ian Kershaw souligne une exception: Pierre AYÇOBERRY, *La question nazie. Essai sur les interprétations du national-socialisme*, Paris 1979. Voir Ian KERSHAW, *Qu'est-ce que le nazisme? Problèmes et perspectives d'interprétation*, Paris 1992, p. 9-11. La deuxième édition française, revue et augmentée, du livre de Ian Kershaw, vient de paraître. Elle contient, dans une nouvelle préface, une prise de position sur l'ouvrage de Daniel Goldhagen, p. X-XIX: on la lira avec d'autant plus d'intérêt, qu'il s'agit de la première intervention écrite dans la controverse Goldhagen de celui qui est l'un des plus grands spécialistes mondiaux de la période nazie; Ian Kershaw est très critique vis-à-vis du sociologue. Comme contributions originales d'historiens français à la recherche, on citera par exemple Rita THALMANN, *Être Femme sous le III<sup>e</sup> Reich*, Paris 1982 (récemment un colloque a été organisé à Paris en son honneur: voir Liliane KANDEL (éd.), *Féminismes et nazisme*, Paris 1997) et tous les travaux émanant du Centre de Documentation Juive Contemporaine, depuis l'ouvrage pionnier de Joseph BILLIG, *L'Hitlérisme et le système concentrationnaire*, Paris 1967. Il faut citer également, l'ouvrage de Jean-Claude PRESSAC, *Les crématoires d'Auschwitz. La machinerie du meurtre de masse*, Paris 1993, en insistant sur le fait que, phénomène emblématique de la recherche française sur le nazisme, l'auteur de ce remarquable livre sur les moyens techniques de l'extermination, n'est pas historien de profession. Vient de paraître Pierre AYÇOBERRY, *La société allemande sous le III<sup>e</sup> Reich*, Paris 1998.
- 10 Henry ROUSSO, *De Nuremberg à Goldhagen*, *L'Express*, 16/1/97, p. 68-70; Emmanuel LE ROY LADURIE, *Holocauste: peut-on accuser le peuple allemand?*, *Le Figaro littéraire*, 16/1/97, p. 3; Pascal ORY, *Des Allemands très ordinaires*, *Lire*, Février 1997, p. 12; François FURET, *Commentaire*, Printemps 1997.
- 11 Voir par exemple la préface de Henry ROUSSO dans Norbert FREI, *L'État hitlérien et la société allemande 1933-45*, Paris 1994, p. 7-29.
- 12 *L'Allemagne nazie et le génocide juif*, Colloque de l'EHESS, Paris 1985.
- 13 Richard J. B. BOSWORTH, *Explaining Auschwitz and Hiroshima. History Writing and the Second World War 1945-1990*, Londres 1993, ici chap. 5.
- 14 Voir Henry ROUSSO, *Le syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*, Paris 1987. La meilleure étude locale sur la France sous Vichy, qui nuance le tableau d'Ophuls, est l'ouvrage de John F. SWEETS, *Clermont-Ferrand à l'heure allemande*, Paris 1996.

Bosworth rappelle aussi comment toutes les forces créatrices d'une historiographie au rayonnement international, celle de l'École des Annales, furent absorbées par l'histoire médiévale et moderne, celles où l'étude de la longue durée pouvait se déployer. De façon provocatrice, il ajoute que les distinctions braudéliennes entre événementiel, conjoncturel et structurel, étaient sans doute un ingénieux moyen intellectuel d'échapper aux questions angoissantes posées par les événements de 1940. Il rappelle la confiance mainte fois citée de Braudel avouant que la conception de son ouvrage sur la Méditerranée sous Philippe II, alors qu'il était prisonnier de guerre à Lubeck, l'avait aidé à supporter les malheurs du temps, à se détacher de l'événementiel déconcertant pour retrouver les grandes permanences de l'histoire<sup>15</sup>.

Pour Bosworth, il est frappant que ni Braudel ni d'autres membres des Annales n'aient continué la réflexion amorcée par Marc Bloch sur les causes de *L'étrange défaite*<sup>16</sup>. Il est significatif, ajoute-t-il, que le dernier livre de Braudel, *L'identité de La France*, sorte de testament spirituel, fonde sur la géographie une France immuable et inaltérable (l'équivalent historiographique de la France éternelle de De Gaulle, dit Bosworth) survivant à toutes les invasions et les aléas de l'histoire<sup>17</sup>.

Plus généralement, si l'on suit Bosworth, il faut souligner, à propos de l'École des Annales, en même temps que la puissance investigatrice d'une historiographie révolutionnaire, son incapacité à s'intéresser à une question qui ne relevait en aucune manière seulement de l'événementiel: la rupture de civilisation que représente Auschwitz<sup>18</sup>.

Un obstacle se dressait, selon l'historien australien, entre les historiens français et l'exploration des faces les plus sombres de la Seconde Guerre mondiale: le destin français entre 1940 et 1944. Bosworth interprète l'absence de l'historiographie française la plus novatrice dans la recherche internationale sur le nazisme comme l'expression d'un profond malaise des élites françaises après 1945. S'intéresser au III<sup>e</sup> Reich aurait inmanquablement conduit à s'interroger en profondeur sur le 17 juin 1940.

Cette date est à envisager non seulement au sens de la marche vers l'instauration du régime de Vichy, mais aussi de la désertion de la République par une majorité des élites. Non pas que les historiens français novateurs de l'après-guerre aient été pris de sympathies coupables – plusieurs membres de l'École des Annales ont adhéré à la Résistance – mais ils se sont trouvés confrontés au brusque effondrement de quelque chose qui était un repère naturel: la République, la France. L'histoire politique, y compris la plus récente et la plus lourde de conséquences, fut disqualifiée – elle était incapable, sous sa forme traditionnelle, d'expliquer l'effondrement des institutions en 1940 – au lieu d'être articulée sur l'étude des conjonctures et des structures, à la manière des travaux américains, britanniques et allemands sur le nazisme<sup>19</sup>.

L'historiographie française contemporanéiste s'est bien intéressée à Vichy, à partir des années soixante-dix. Elle a exploré tous les recoins d'un passé trop longtemps refoulé. La recherche française a également développé un secteur dynamique d'étude de la Shoah vue du

15 BOSWORTH (voir n. 13), p. 106 et suiv.

16 Marc BLOCH, *L'étrange défaite*, Paris 1990 (1<sup>ère</sup> édition 1946).

17 Fernand BRAUDEL, *L'identité de la France*, Paris 1986. En fait, il faudrait, contrairement à ce que fait Bosworth, distinguer entre la continuité nationale, historique chez De Gaulle et géographique chez Braudel. A ce sujet, voir l'ouvrage éclairant d'André GLUCKSMANN, *De Gaulle où es-tu?* Paris 1995, en particulier p. 50 et suiv.

18 Nous renvoyons ici aux célèbres analyses de Theodor W. ADORNO, par exemple dans: *Kritik. Kleine Schriften zur Geschichte*, Francfort 1991, p. 96 et suiv.

19 L'introduction de l'histoire sociale en RFA, par Hans-Ulrich Wehler et l'École de Bielefeld, dans les années soixante, se fait autour de la question de la continuité des structures économiques et sociales de Bismarck à Hitler.

côté français<sup>20</sup>. On a l'impression, en même temps, que l'historiographie française de cet aspect de la Seconde Guerre mondiale piétine un peu. Les monographies se multiplient, la connaissance se fait de plus en plus précise. Mais il manque un élargissement des perspectives, une histoire vraiment comparative des populations occupées, qui permettrait par retour d'en comprendre plus sur Vichy et la France soumise à l'occupation<sup>21</sup>.

Et puis, si les travaux historiques français sur la Seconde Guerre mondiale restaient centrés sur la France sous l'occupation, ce serait le signe que le « syndrome de Vichy » n'est pas surmonté. Ce serait une sorte de fierté nationale inversée signe d'un passé non complètement assumé. Pour approfondir leur compréhension de Vichy, les chercheurs français ne peuvent faire l'économie d'une réflexion en profondeur sur la genèse et le déroulement de la Seconde Guerre mondiale. Ajoutons qu'il est regrettable pour la recherche internationale que l'historiographie française y participe si peu. Elle aurait sans doute un apport aussi original que celui de la recherche britannique à partir des années soixante-dix<sup>22</sup>.

D'une façon générale, et ceci ne concerne pas seulement les historiens, on peut se demander si les esprits ne sont pas encore, paradoxalement, sous l'emprise du passé non regardé en face. Peut-être y a-t-il des historiens français qui n'osent pas travailler sur l'Allemagne nazie de peur d'avoir l'air d'excuser Vichy. Mais la question des responsabilités nationales ne fonctionne pas suivant le principe des vases communicants. Chaque peuple est face à sa propre histoire et il est le seul, au bout du compte, à pouvoir la surmonter.

Les scrupules de certains Français à traiter du passé nazi de peur d'avoir l'air de vouloir faire oublier Vichy ne sont pas une fiction. Ils étaient au cœur du seul débat public organisé autour de Daniel Goldhagen par des germanistes.

### Culpabilité française, culpabilité allemande

En même temps que la parution de la version française des *Bourreaux volontaires de Hitler*, le 17 janvier 1997, a débuté la deuxième phase de la controverse, marquée principalement par le débat public dirigé par le germaniste Henri Ménudier, en présence de Daniel Goldhagen, le 23 janvier, à la Cité Universitaire.

Comme nous l'avons déjà mentionné, le sociologue de Harvard a été, à l'occasion de ce débat, soupçonné de germanophobie viscérale, malgré les hommages qu'il ne cesse de rendre à l'Allemagne démocratique d'après 1945<sup>23</sup>. Quels que soient les défauts de l'ouvrage de Daniel Goldhagen, une polémique de ce genre n'apporte rien à la discussion. Lors du débat public qui a eu lieu à Paris, les germanistes français qui s'étaient portés contradicteurs du

20 En particulier autour du Centre de Documentation Juive Contemporaine et de la revue *Le Monde Juif*.

21 Il ne faut pas sous-estimer le problème de la langue. Philippe BURRIN, *La France à l'heure allemande 1940-1944*, Paris 1995, est l'un des premiers à travailler sur la France occupée à partir des sources en allemand.

22 Le principal enjeu de la recherche sur le nazisme et la Shoah, dans les décennies à venir, est celui d'une confrontation entre approches disciplinaires. La controverse Goldhagen aura été pleinement utile si elle convainc de l'impossibilité d'être seulement historien ou sociologue ou anthropologue ou philosophe quand on écrit sur la Shoah. On ne saurait trop souligner l'utilité du livre récent d'ENZO TRAVERSO, *L'Histoire déchirée*, Paris 1997, qui analyse en détail les réflexions des intellectuels et écrivains, dès les années quarante et cinquante sur le génocide, faisant ressortir, par la même occasion, l'impossibilité, pour un chercheur, de ne pas tenir compte de tous les moyens d'appréhension du réel forgés à l'époque, par Hannah Arendt et Walter Benjamin, Günther Anders et Theodor W. Adorno, Paul Celan et Jean Améry etc. ...

23 Daniel Goldhagen s'est vu décerner par les *Blätter für deutsche und internationale Politik*, le *Demokratiepreis* 1997. Les discours de remise du prix, qui a eu lieu le 5 mars 1997, ont été prononcés par Jürgen Habermas et Jan Philipp Reemtsma.

sociologue ont moins commenté les documents nouveaux que l'auteur porte à la connaissance des chercheurs et du public qu'exprimé leur refus de porter, à la suite de Goldhagen, atteinte à l'amitié d'après-guerre avec l'Allemagne. Cette attitude, peu compréhensible pour qui a vu combien le public allemand, en particulier la jeune génération, a désiré débattre avec Daniel Goldhagen est d'autant plus regrettable qu'on ne voit pas comment une amitié authentique avec l'Allemagne, après 1945, pourrait faire l'économie d'une discussion sans tabous sur le passé allemand.

Il y eut un épisode révélateur lors du débat avec Daniel Goldhagen<sup>24</sup>: quelqu'un du public se leva pour lui reprocher d'excuser l'attitude des Français durant la Seconde Guerre mondiale. Goldhagen, en effet, fait partie des chercheurs qui soulignent que la proportion des Juifs vivant sur le territoire français ayant survécu à la Seconde Guerre mondiale – 75%, un des plus élevés d'Europe – signifie que la majorité des Français ont refusé de prêter main forte à Vichy et aux autorités d'occupation. Quelques mois avant que des évêques français ne signent une déclaration de «repentance» condamnant le silence de plusieurs de leurs prédécesseurs face aux déportations, le sociologue de Harvard, au contraire, soulignait l'engagement concret de beaucoup d'hommes d'Église français au service des Juifs. Son interlocuteur, au contraire, se rangeait parmi ceux qui insistent sur les décisions et les actions de «l'État français» et des collaborateurs, au point d'en faire, abusivement, le tout du comportement des Français de cette époque.

Sans s'en rendre compte, l'intervenant que nous citons disait à Daniel Goldhagen: vous établissez une culpabilité collective allemande, ce qui est scandaleux; et vous oubliez de parler de la culpabilité collective des Français. On refuse à Daniel Goldhagen la généralisation dans le cas de l'histoire allemande et on la fait dans le cas français. Or, *de même que Goldhagen ne met pas suffisamment en valeur les opposants allemands au nazisme*, le discours français de ces dernières années, sur la France entre 1940 et 1944, oublie que la réalité française durant la Seconde Guerre mondiale, c'est à la fois la législation antisémite de Vichy et l'indifférence à cette législation ou le refus de l'accommodation à l'ordre racial du vainqueur. C'est à la fois la collaboration, l'attentisme et la résistance.

Il faut insister sur ce point. Si Vichy est tout le passé français de 1940 à 1944, alors il devient une fatalité à laquelle il était impossible d'échapper. Si en revanche, non seulement une autre attitude était possible mais des Français, nombreux, se sont comportés de façon digne, alors on est confronté à la vraie question: pourquoi les élites ont-elles majoritairement déserté la République en juin 1940? Pourquoi des Français se sont-ils accommodés de l'inacceptable? On rentre alors dans la réalité et l'on se donne les moyens d'affronter les questions d'aujourd'hui, questions brûlantes, celles précisément qui sont venues pousser trop rapidement le débat autour des questions de Daniel Goldhagen du devant de la scène médiatique: la montée du Front National est-elle inéluctable? Les Français ont-ils renoncé aux idéaux d'intégration de la République?

### Alfred Grosser et Daniel Goldhagen

Dans le contexte français actuel, où certains refusent de s'interroger sur le passé allemand de peur d'avoir l'air de disculper les Français d'il y a cinquante ans, il était prévisible que le débat public français du 23 janvier 1997 autour de Daniel Goldhagen décevrait qui avait assisté à la discussion tenue dans les mêmes lieux, quelques semaines plus tôt, sur le même su-

24 Nous avons nous-mêmes participé au débat du 23 janvier. Toutes les informations données ci-dessus peuvent être confrontées à la cassette audiovisuelle qui fut réalisée ce soir-là et qui peut être consultée, sur place, à la Maison Heinrich Heine. Pour le passage de Daniel Goldhagen consacré aux Églises, où il mentionne le cas français, voir p.119 de son ouvrage. On lira aussi Charles MOLETTE, *Résistances chrétiennes à la nazification des esprits*, Paris 1998.

jet, autour de Hans-Ulrich Wehler, le grand historien du *Sonderweg* allemand au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>25</sup>. Depuis trente ans Wehler essaie de formuler intellectuellement les raisons pour lesquelles l'Allemagne du XIX<sup>e</sup> siècle se coupe, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle de l'évolution politique occidentale. Echec de la révolution de 1848 (et de 1918), unité nationale sans la démocratie (en 1933 comme en 1871), capitalisme sans parlementarisme (sous Hitler comme sous Guillaume II), ralliement des libéraux à Bismarck (incapacités des «partis de Weimar» à stabiliser la démocratie), montée du nationalisme et de l'antisémitisme à partir des années 1880 (ou dans les crises économiques des années trente) etc.: il s'agit de comprendre pourquoi l'Allemagne réalise sa modernisation économique et sociale sans faire de révolution politique simultanée, comme ses voisins occidentaux. L'antisémitisme n'est qu'un des aspects du rejet des valeurs occidentales. Ce qui le transforme progressivement en doctrine d'État, c'est (a) l'alliance des élites aristocratiques et industrielles pour (b) empêcher la révolution, (c) réaliser la cohésion nationale contre des ennemis intérieurs (catholiques et socialistes sous Bismarck; la gauche et les Juifs sous Hitler), (d) lancer l'Allemagne dans une politique extérieure d'expansion sans frein (en 1914 et en 1939).

Wehler a montré qu'on ne pouvait pas réagir de façon univoque à l'ouvrage de Daniel Goldhagen. A la fois, on ne peut être qu'agacé par sa version simplificatrice du *Sonderweg*, qui fait reposer la *déviante* allemande<sup>26</sup> de 1871 à 1945 sur le seul antisémitisme. En même temps, on ne peut que saluer la réintroduction de la problématique du *Sonderweg* dans les débats sur l'histoire de l'Allemagne: beaucoup d'historiens allemands sont, depuis une quinzaine d'années, tentés de rejeter la notion de *Sonderweg*, certains avec l'intention avouée de «faire passer le passé allemand»<sup>27</sup>. Or la question n'est pas celle d'un choix politique arbitraire sous-tendant les choix intellectuels, mais d'une compréhension toujours plus affinée des réalités qui ont détourné l'Allemagne, avant 1945, de la marche vers la démocratie. Si Daniel Goldhagen a un mérite, c'est qu'il oblige à examiner à nouveau les raisons pour lesquelles l'Allemagne refuse, toujours plus à chaque génération, entre 1800 et 1945, les valeurs occidentales.

On peut vraiment regretter qu'Alfred Grosser, le principal contradicteur de Daniel Goldhagen le 23 janvier à Paris n'ait pas en l'occurrence pratiqué ce qu'il appelle lui-même, d'un terme curieux, le «double langage», et dont il a fait sa méthode favorite d'exposition des problèmes<sup>28</sup>: on s'attendait bien à ce qu'il critique *Les Bourreaux volontaires de Hitler*; en revanche, il n'a pas, à la différence de Hans-Ulrich Wehler, montré l'autre aspect du débat, l'utilité d'un livre qui aide à l'affermissement de l'identité démocratique allemande. On peut même dire que Grosser a fait le contraire de ce qui est utile dans un débat avec Goldhagen: il a entrepris de démontrer la prétendue nocivité politique du livre, abandonnant au sociologue américain le terrain scientifique, où il est critiquable mais suscite une nécessaire discussion.

Alfred Grosser avait annoncé dans *L'Express* du 17 janvier<sup>29</sup> qu'il allait définitivement faire rabattre de son arrogance au chercheur de Harvard. Il faut constater, quel que soit le respect que l'on porte à l'un des artisans essentiels de la réconciliation entre la France et

25 L'essentiel de l'argumentation de Wehler à propos de l'ouvrage de Goldhagen et de la problématique du *Sonderweg*, se trouve dans Hans-Ulrich WEHLER, *Wie ein Stachel im Fleisch*, in: SCHOEPS (voir n. 2.), p. 193-209.

26 Nous empruntons cette traduction du terme de *Sonderweg* à Jean Solchany pour désigner la face sombre de la spécificité allemande. Voir Jean SOLCHANY, *Comprendre le nazisme dans l'Allemagne des années zéro*, Paris 1996.

27 Voir à ce propos les remarques d'Ernst NOLTE à l'occasion du colloque organisé par l'Institut für Zeitgeschichte sur le sujet: *Deutscher Sonderweg – Mythos oder Realität?* Munich 1981.

28 Alfred GROSSER, *Une vie de Français*, Paris 1997.

29 Voir n. 10 p. 70.

l'Allemagne après 1945, que c'est Daniel Goldhagen qui a été le plus convaincant lors du débat du 23 janvier, alors même que sa forteresse scientifique n'est pas imprenable<sup>30</sup>.

La raison en est simple: Alfred Grosser a campé sur une position intenable: en répétant que son collègue de Harvard voulait rétablir la culpabilité collective du peuple allemand et en ajoutant que *Les Bourreaux volontaires de Hitler* sont une offense à la façon dont les Français ont, après 1945, pratiqué la réconciliation avec l'Allemagne, il n'occupait pas le seul terrain qui en aurait valu la peine: celui d'une discussion scientifique, point par point, des thèses de Goldhagen<sup>31</sup>.

Ce n'est pas la première fois que des universitaires français mêlent une conception trop émotionnelle des relations entre la France et l'Allemagne à l'objectivité d'un débat scientifique. En 1951, une délégation d'historiens français signa avec une délégation de collègues allemands conduite par Gerhard Ritter, une déclaration sur les origines de la Première Guerre mondiale destinée à servir d'orientation aux rédacteurs des livres scolaires des deux pays. On y lisait, contre tous les résultats de la recherche scientifique anglo-saxonne, italienne et française – mais il ne fallait pas froisser le très conservateur Gerhard Ritter – qu'aucun pays n'était plus responsable que d'autres dans le déclenchement de la Première Guerre mondiale. C'était dix ans avant qu'un Allemand, Fritz Fischer, ne brise le tabou de la responsabilité allemande dans l'engrenage de 1914<sup>32</sup>.

Quarante ans plus tard, il ne semble pas que les universitaires français débattant avec Daniel Goldhagen aient été beaucoup plus perspicaces que leurs collègues des années cinquante. Ils n'ont pas voulu voir que le livre de Goldhagen est une réponse à la «nouvelle droite»

30 Pour être exact, il faut ajouter que toute une partie du public n'est pas entrée dans la polémique engagée par Grosser, exprimant essentiellement sa déception face au faible niveau du débat en première partie. Il est difficile de se représenter, quand on n'y a pas assisté, quelle mauvaise ambiance a régné durant la première partie du débat. Le public s'est partiellement divisé en deux groupes irréciliables, curieusement répartis géographiquement comme dans un Parlement: les partisans de Grosser contre ceux de Goldhagen. Seule la maîtrise de soi dont a fait preuve un Daniel Goldhagen soumis à une polémique sans interruption a permis que la seconde partie de la discussion, avec le public, soit intéressante. Témoignages de déportés, demandes de précision à l'auteur, critiques courtoises d'une thèse trop radicale pour être complètement acceptable ont sauvé une soirée qui laisse cependant sur sa faim. Le compte-rendu le plus complet du débat est paru dans la *Neue Zürcher Zeitung* du 27.1.1997, sous le titre: Härter als in Deutschland. Daniel J. Goldhagen in Paris; mais il gomme l'aspect de pugilat qu'eut la première partie de cette soirée.

31 Il faut se reporter à la très instructive introduction que donnait, en 1976, Alfred Grosser à un ouvrage collectif intitulé *Dix leçons sur le nazisme*, p. 11–30. Comme dans sa polémique avec Goldhagen, il y confondait trop rapidement la littérature de second rang sur le nazisme et la nécessité, pour un chercheur qui travaille sur la Shoah, d'exposer l'horreur sans réticence; les excès de la propagande de guerre alliée et la nécessité de poser la problématique du *Sonderweg* pour comprendre quelque chose à l'histoire de l'Allemagne au XIX<sup>e</sup> siècle. Il suffit de relire Edmond Vermeil pour voir que, dans les années trente, la recherche française, avec dix ans d'avance sur l'école germano-américaine, avait commencé à écrire l'histoire sociale de l'Allemagne dans la première moitié du siècle. De façon curieuse, c'est, dans les années soixante, au moment où la RFA adoptait la problématique du *Sonderweg*, et alors que paraissaient aux États-Unis les travaux de Hans Rosenberg, George L. Mosse, Fritz Stern, Hajo Holborn etc. ... que les recherches de Vermeil sont tombées dans l'oubli ou ont été injustement caricaturées comme de l'histoire des idées à la grand-papa (la continuité de Luther à Hitler). Le prix à payer pour la recherche française a été son absence des grands débats scientifiques internationaux sur le nazisme.

32 Sur la préhistoire et l'histoire de la controverse Fischer, on lira Jacques DROZ, *Les causes de la Première Guerre mondiale*, Paris<sup>2</sup> 1988 et BOSWORTH (voir n. 13), chap. 3. Il faut citer aussi la contribution essentielle de Georges-Henri SOUTOU à la recherche sur les buts de guerre des puissances en guerre, *L'or et le sang*, Paris 1989.

allemande (Zitelmann, Weissmann), qui affirme que l'Allemagne, pour redevenir elle-même, doit cesser de parler de la Shoah. Ils n'ont pas cité ces chercheurs allemands qui renouvellent, depuis quelques années les études sur le III<sup>e</sup> Reich et donnent des réponses convaincantes aux questions utiles posées par Daniel Goldhagen: aussi bien Ulrich Herbert sur l'antisémitisme élitair de la génération étudiante des années vingt, arrivée aux postes de commande de l'État allemand à la fin des années trente, au moment où le génocide est conçu et mis en place; que Götz Aly, Susanne Heim et toute l'École de Hambourg sur les médecins, les intellectuels et la politique d'eugénisme; que Hannes Heer et Walter Manoschek, les réalisateurs de l'exposition sur les crimes de guerre de la Wehrmacht<sup>33</sup>.

Cette dernière exposition n'a pas été citée, lors du débat public avec Daniel Goldhagen<sup>34</sup>. Son succès (plus de 200 000 visiteurs en deux ans) est pourtant la preuve que les Allemands, en particulier la jeune génération, ne subissent pas l'examen du passé de leur nation. Ils y contribuent activement. C'est sans doute ce sentiment général que voulait résumer cet Allemand de quarante ans qui se leva, à la fin du débat du 23 janvier, pour remercier Daniel Goldhagen de l'avoir aidé à «identifier le bourreau en lui et dans l'histoire de sa famille». Si la formule peut faire sourire, elle était pourtant l'expression d'un profond sentiment de responsabilité vis-à-vis de l'histoire et elle montrait la vanité des joutes universitaires qui avaient précédé.

### Spécificités de l'antisémitisme allemand au XIX<sup>e</sup> et au XX<sup>e</sup> siècle

Une des faiblesses évidentes des critiques adressées à Daniel Goldhagen est la confusion entre la question de la validité de ses démonstrations et celle de la réalité des problèmes qu'il soulève. Goldhagen, souvent, a tort dans la démonstration, mais il pointe le doigt sur de vraies questions.

Prenons celle des spécificités de l'antisémitisme allemand du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce n'est pas parce que Daniel Goldhagen les établit mal qu'il faut refuser d'en établir aucune. Il vaudrait mieux, soit dit en passant, réussir à établir par l'analyse de telles spécificités: si l'on ne parvient pas à isoler les facteurs qui mènent à Auschwitz, alors le génocide des Juifs devient une fatalité qui peut resurgir n'importe quand, n'importe où, devant des spectateurs impuissants.

Il est possible de faire une étude en profondeur de l'antisémitisme allemand depuis le XIX<sup>e</sup> siècle et de prouver là où Daniel Goldhagen, trop souvent, se contente d'affirmer. Il est étonnant que jamais au cours de la controverse française autour des *Bourreaux volontaires de Hitler*, on n'ait introduit dans la discussion les thèses d'Emmanuel Todd développées dans les chapitres consacrés à l'Allemagne de ses différents ouvrages, en particulier *L'invention de l'Europe*<sup>35</sup>.

33 Ulrich HERBERT, *Best. Biographische Studien über Radikalismus, Weltanschauung und Vernunft, 1903–1989*, Bonn 1996; Götz ALY, Susanne HEIM, *Die Vordenker der Vernichtung*, Frankfurt/Main, 1993; Hannes HEER (éd.), *Vernichtungskrieg. Die Verbrechen der Wehrmacht 1941–1944*, Hambourg 1995.

34 Les articles et débats politiques qui ont accompagné l'exposition sur les crimes de guerre de la Wehrmacht sont rassemblés dans Herbert PRANGL (éd.), *Die Wehrmachtausstellung*, Hambourg 1997. Pour une comparaison avec le débat Goldhagen, on se reportera à Edouard HUSSON, *La Wehrmacht et les crimes nazis*, in: *Documents* 52/3 (1997), p. 5–14.

35 Nous renvoyons le lecteur à Emmanuel TODD, *La troisième planète*, Paris 1983, en particulier chap. 3; du même auteur *L'invention de l'Europe*, Paris 1990, en particulier chap. IX et X; et IDEM., *Le destin des immigrés*, Paris 1994, en particulier chap. 7 et 8. Il n'est pas possible, dans le cadre de cet article, de présenter le détail des analyses d'Emmanuel Todd rapportées à l'histoire de l'Allemagne. Que le lecteur veuille bien nous excuser pour une présentation sommaire, qui vise uniquement à combler une lacune de la controverse Goldhagen en France.

Il y aurait eu pourtant beaucoup d'avantages à le faire, pour réfuter Goldhagen sur son propre terrain, tout en confirmant la validité des questions qu'il pose. Car le chercheur français réussit là où Goldhagen échoue partiellement. Il propose une hypothèse satisfaisante pour expliquer les spécificités de l'antisémitisme allemand du XIX<sup>e</sup> siècle. Ces spécificités sont replacées dans une recherche authentiquement comparative.

Daniel Goldhagen dit que le chercheur qui travaille sur les causes du génocide doit se faire anthropologue. Depuis des années, Emmanuel Todd s'intéresse à l'une des déterminations anthropologiques les plus importantes de l'histoire de l'Europe: les structures familiales. Des quatre grands types de structure familiale<sup>36</sup> nucléaire absolue, nucléaire égalitaire, communautaire et autoritaire, qui sont repérables sur le territoire européen depuis la fin du Moyen-Age, Todd remarque la présence quasi-exclusive de cette dernière en Allemagne. Si l'Allemagne n'est pas le seul pays de famille autoritaire dominante en Europe<sup>37</sup>, Todd souligne la différence principale par rapport aux autres: la masse démographique de la population allemande et l'absence de structure familiale qui fasse contrepoids dans l'ensemble politique allemand. Ceci est lourd de conséquences à partir du moment où l'Allemagne est, comme tous les autres pays européens, atteinte par les crises de la modernité.

L'objectif d'Emmanuel Todd, dans ses travaux successifs, est de montrer comment les structures familiales déterminent les choix spirituels ou idéologiques, de la façon à la fois la plus évidente pour le chercheur d'aujourd'hui, et la plus inconsciente pour les populations concernées, aux siècles précédents. Le modèle familial autoritaire produit, tout naturellement, au XIX<sup>e</sup> siècle, dans le contexte de la *sécularisation* généralisée de l'Europe, des *idéologies* associant inégalité et autorité.

Pour Emmanuel Todd, l'opposition entre la France et l'Allemagne au XIX<sup>e</sup> siècle, l'une porteuse de l'idéal universaliste des droits de l'homme, l'autre refusant les valeurs de la révolution au nom de valeurs spécifiquement allemandes, opposition qui culmine dans les idées de 1914, est le reflet du contraste entre la France où la famille nucléaire égalitaire occupe tout le centre politique du territoire, démographiquement majoritaire pendant la plus grande partie du XIX<sup>e</sup> siècle, et l'Allemagne, pays de famille autoritaire quasi-exclusive.

De même, la prédominance du modèle familial nucléaire égalitaire (valeurs de liberté et d'égalité prédominante) en France explique l'échec de l'antidreyfusisme, là où l'antisémitisme allemand, apparu à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ne rencontre pas de véritable contrepoids. A la faveur de crises politiques, économiques, et sociales particulièrement graves, un parti ayant fait de l'antisémitisme la base de sa doctrine prend le pouvoir et peut appliquer ses objectifs sans se heurter à des contreforces idéologiques puissantes. D'autre part, ajoute Todd, il faut distinguer, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, entre un antisémitisme universaliste (fondé en Russie, sur la prédominance d'un modèle familial égalitaire) et un antisémitisme ethnocentrique à l'allemande (partant d'une vision inégalitaire du monde). Si l'antisémitisme français du siècle dernier part le plus souvent du sentiment erroné que les Juifs ne veulent pas s'intégrer à la nation, l'antisémitisme allemand, au contraire, refuse leur assimilation, au nom d'un particularisme ethnique.

36 Pour Emmanuel Todd, les structures familiales déterminent des valeurs idéologiques inconscientes. Partant de facteurs repérables dans les structures des sociétés paysannes [(a) la coexistence de plusieurs générations sous un même toit ou (b) non; (c) inégalité des frères devant l'héritage ou (d) non], il démontre que les valeurs qui accompagnent les structures sont toujours les mêmes: (a) forte autorité paternelle ou (b) non, (c) vision inégalitaire du monde ou (d) non; il y a quatre combinaisons possibles des éléments autorité/liberté et égalité/inégalité: ac (famille autoritaire) et ad (famille communautaire) ou bc (famille nucléaire absolue) et bd (famille nucléaire égalitaire).

37 Sont concernés aussi l'Autriche, la Suède, la Norvège, la Belgique, la Bohême, l'Écosse, l'Irlande, la France de la périphérie, l'Espagne et le Portugal du Nord.

Emmanuel Todd distingue entre des phases de normalité et des phases pathologiques du modèle familial autoritaire (comme de tous les modèles familiaux). Le nazisme surgit à l'apogée d'une phase de crise d'une zone de famille autoritaire au même titre que la chasse aux sorcières, aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, est un phénomène qui se rencontre quasi-exclusivement dans les régions européennes occupées par ce modèle familial.

Il s'agit d'analyser en quoi consiste la crise allemande des années 1880-1945, élément d'une crise européenne plus vaste. Elle est d'abord religieuse. Les régions de structure familiale autoritaire ont résisté plus longtemps que d'autres à la déchristianisation qui atteint l'Europe à partir de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Si l'on admet avec Todd que l'imaginaire religieux ou idéologique est fortement ancré dans les structures familiales concrètes, on comprendra que, dans un complexe processus de sécularisation, impossible à retracer ici, le Bassin parisien, où l'autorité paternelle est traditionnellement faible, se débarrasse du père divin plus vite (un siècle avant) que les régions de famille autoritaire. En même temps, quand, dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, le phénomène atteint les régions de famille autoritaire, il est beaucoup plus traumatisant que dans les régions de structures familiales libérales<sup>38</sup>.

La crise allemande est ensuite sociale. Les transformations engendrées par l'urbanisation et l'industrialisation provoquent un choc beaucoup plus gros en région de structure familiale autoritaire: l'urbanisation rend pratiquement impossible la coexistence des générations sous un même toit, habituelle dans ce type familial. Elle laisse l'individu désemparé, à la recherche de structures d'encadrement de remplacement: quand l'Église n'est plus vue comme un refuge, c'est vers l'État, les partis et les syndicats qu'on se tourne.

À l'âge industriel surgit le premier grand parti de masses, le parti socialiste allemand (SPD). Extrêmement organisé et structuré, il ne vise pas à renverser le pouvoir établi mais à s'insérer dans un ordre constitué. Le socialisme allemand produit le révisionnisme bernsteinien et est incapable de mener à son terme la révolution en 1918-19. En s'insérant progressivement, une fois passées les persécutions politiques bismarckiennes, dans les structures du Reich puis en passant, fin 1918, un compromis avec les élites wilhelminiennes contre la gauche révolutionnaire, le SPD se met d'autant plus dans une situation difficile que, malgré sa modération, il effraie ses adversaires politiques par sa puissance d'organisation. Dès les années 1880, un nationalisme allemand spécifique s'organise en réaction au socialisme. Il est, dès l'origine, inégalitaire et autoritaire et en l'occurrence fortement antisémite.

La crise allemande, enfin, touche aux relations internationales. Todd fait remarquer la coïncidence fréquente, dans le monde, entre structure familiale autoritaire et conflit ethnique, latent ou déclaré: qu'il s'agisse des revendications nationalistes irlandaise ou basque, de la mésentente entre Wallons et Flamands, des déclarations de neutralité suisse ou suédoise, du racisme allemand ou japonais durant la Seconde Guerre mondiale. Les régions de famille autoritaire de petite taille (Suisse alémanique, Suède par exemple), quand elles sont constituées politiquement, sont porteuses d'un nationalisme ethnocentrique spécifique, le neutralisme, dont il ne faut pas sous-estimer le potentiel xénophobe, mais qui reste passif. L'Allemagne, elle, de par sa masse démographique, développe à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle une idéologie nationaliste inégalitaire (les idées de 1914 puis le racisme national-socialiste) expansionniste, qui plonge l'Europe dans deux guerres mondiales.

Le modèle de Todd est intéressant dans la mesure où il ne s'agit pas d'une théorie qui puisse dire *a priori* ce qui devait se passer, mais d'une hypothèse rendant compte de façon plausible, dans le cadre d'une évolution générale à toute l'Europe, des orientations particulières prises par une région donnée (sans que ce fussent les seules possibles). Todd ne conclut pas du potentiel pathologique de la famille autoritaire ni du nationalisme de la fin

38 Todd compare par exemple, à un siècle d'intervalle, l'athéisme joyeux d'un Diderot et celui, angoissé, d'un Nietzsche.

du XIX<sup>e</sup> siècle à l'inéluctabilité du nazisme. Il fait en sorte que sa théorie suive au plus près les bouleversements de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

Quand on fait la géographie électorale du nazisme, il faut montrer, dit Emmanuel Todd, comment la carte de la montée du nazisme suit, à trente ans d'intervalle, la carte de la déchristianisation. Ceci ne veut pas dire que l'antijudaïsme chrétien n'ait pas joué de rôle dans l'antisémitisme moderne, mais il était, au moins à l'époque moderne, neutralisé par le reste, pacifique, de la doctrine chrétienne. L'antisémitisme de la droite allemande, lui, repose sur une vision belliciste et raciale de l'histoire. Emmanuel Todd résoud de façon beaucoup plus convaincante que Daniel Goldhagen la question des continuités de l'antijudaïsme chrétien à l'antisémitisme racial moderne.

D'autre part, à la différence de Goldhagen, il retrace la dynamique politique qui préside à la victoire électorale du nazisme. Le nazisme n'est rendu possible que par l'effondrement, entre 1928 et 1930, de tous les autres partis nationalistes. Dans une période de bouleversement intense de tous les repères, la prime est donnée au parti qui affirme le plus fort les idéaux d'autorité et d'inégalité ancrés dans les structures familiales.

Le grand intérêt des études de Todd est de montrer comment les idéaux conscients de la modernité politique se heurtent aux déterminations idéologiques inconscientes. Par exemple, la politique d'intégration des Noirs à la société américaine, depuis les années soixante, continue à se heurter à des mécanismes anthropologiques d'exclusion typique d'un pays à structure familiale nucléaire absolue: exclusion fondée sur une apparence physique (et non pas »métaphysique«, »essentielle«, comme dans le cas du modèle familial autoritaire). De même, pour l'après 1945 en République Fédérale d'Allemagne, Todd résoud de façon plus convaincante que Goldhagen la question de la disparition du racisme. Il montre comment, inconsciemment, la société allemande refuse l'assimilation de la communauté turque, qui pourtant aspire à l'intégration, suivant un modèle d'exclusion typique des régions de famille autoritaire, fondée sur une différence »métaphysique«, imaginaire. Sociologiquement beaucoup plus proche que les autres minorités (les étrangers originaires de l'ancienne Yougoslavie, par exemple) de la société à laquelle elle désire s'intégrer, la communauté turque se voit refuser, à la différence de ces autres minorités, l'intégration. Malgré les efforts considérables accomplis depuis 1945 pour »maîtriser le passé«, la société allemande est toujours portée, inconsciemment, à établir l'inégalité d'une communauté par rapport au reste de la société. Comme dans le cas de la société américaine, il faut distinguer entre volonté politique consciente de tourner le dos au racisme et détermination anthropologique inconsciente, qui semble subsister à travers les générations, malgré l'éclatement des structures sociales traditionnelles<sup>39</sup>.

39 Il n'est pas possible d'exposer ici par exemple les analyses d'Emmanuel Todd sur les racines d'un phénomène politique tel que le Front National dans TODD, *Le destin des immigrés* (voir n. 35), chap. 13. Les difficultés de l'intégration des immigrés en France ne se posent pas de la même façon en France, en Allemagne ou en Angleterre. D'une façon plus générale, on comprend, à la lecture des travaux de l'historien-anthropologue, combien le débat traditionnel sur le *Sonderweg* est mal posé: la question n'est pas d'opposer l'histoire allemande à tout le reste de l'histoire européenne occidentale mais de repérer où sont les spécificités historiques. Chez Emmanuel Todd, on repère l'importance prédominante de la détermination par les structures familiales; moins explicite mais tout aussi fondamentale pour le cadre de ses analyses est le cadre politique: la France comme nation politique s'est construite à partir d'une répartition géographique des structures familiales qui n'est pas celle l'Allemagne: la famille nucléaire égalitaire, qui occupe le Bassin Parisien y est majoritaire, mais son influence y est équilibrée par la présence d'autres modèles familiaux à la périphérie du territoire, en particulier la famille autoritaire. On peut se demander si bon nombre des débats historiographiques actuels sur l'histoire de l'Allemagne ne sont pas paralysés par le refus d'accepter les spécificités héritées de l'histoire propres à chaque pays européen. Il y a un chemin particulier allemand (dont la face sombre s'appelle *Sonderweg*), mais il a son équivalent en France, en Angleterre etc. ...

Il n'est pas possible d'exposer ici plus en détail les thèses de l'anthropologue français, dont les thèses nous semblent résoudre bien des fausses questions de la controverse Goldhagen. On reste impressionné par une recherche qui traite autant en profondeur de l'histoire allemande mais aussi de celle des autres pays d'Europe occidentale. On regrettera que la faiblesse de la recherche historique française sur l'Allemagne contemporaine empêche que soit portée à la connaissance de la recherche internationale sur l'histoire de ce pays les thèses d'Emmanuel Todd, alors qu'elles constituent un défi beaucoup plus important encore aux spécialistes que *Les Bourreaux volontaires de Hitler*. Il vaudrait la peine que soit enfin discuté un cadre interprétatif qui résoud avec élégance bien des débats des dernières décennies. Nous renvoyons par exemple à ce que Todd écrit de la structure du régime nazi, objet de la controverse des années soixante-dix entre intentionnalistes et fonctionnalistes<sup>40</sup>.

### L'entrée en scène des philosophes dans le débat français

Si le troisième moment de la controverse Goldhagen en France, centré sur le débat intentionnalisme/fonctionnalisme, peut apparaître singulièrement en décalage par rapport à ce que nous venons de citer des recherches d'Emmanuel Todd et de l'historiographie internationale sur le nazisme, il faut néanmoins dire qu'il s'agit sans aucun doute de la phase la plus stimulante du débat français.

Le débat Goldhagen français a gagné en intérêt à partir de début février 1997. Déjà Nicolas Weill avait, dans un compte-rendu du *Monde des Livres*, posé les contours d'une discussion satisfaisante aussi bien sur le plan scientifique que public<sup>41</sup>. Essentiel fut également le compte-rendu publié dans *Le Point* par le philosophe Alain-Gérard Slama, saluant le retour de l'intentionnalisme dans l'étude de la Shoah<sup>42</sup>.

Le débat français sur les notions d'intentionnalisme et de fonctionnalisme a cristallisé à l'occasion de la parution en version française du livre de Arno Mayer, *La Solution Finale dans l'histoire*<sup>43</sup>. Cet historien américain a proposé une explication hyperfonctionnaliste des origines du génocide. Il minore le rôle de l'antisémitisme, majore celui de l'anticommunisme et de la guerre contre l'Union Soviétique. Il en vient à faire du déclenchement du géno-

Sans nous en rendre compte, et alors même que nous nous apitoyons, à juste titre, sur la pauvreté idéologique de ces régimes, nous sommes encore dans les coordonnées intellectuelles imposées par les fascismes, qui n'ont cessé d'opposer nation et démocratie. Après la Seconde Guerre mondiale, trop d'intellectuels ont cru qu'être démocrate (antifasciste), c'était se débarrasser de l'idée de nation. Or, cela signifierait rester dans le débat imposé par l'adversaire. Les fascismes ont échoué à vouloir la nation sans la démocratie. Il ne faudrait pas que leur revanche posthume ait consisté à faire penser la démocratie sans la nation. La nation et la démocratie sont inséparables et il est donc légitime de s'interroger sur les spécificités nationales dans lesquelles s'enracinent les démocraties modernes.

40 TODD, *La troisième planète* (voir n. 35), p. 72. Nous rappelons que la plupart des intentionnalistes font dériver l'essentiel de l'évolution du III<sup>e</sup> Reich de la volonté (idéologique) d'Hitler, qui s'impose de haut en bas, à une société totalitaire ou «monocratique»; les fonctionnalistes, au contraire, insistent sur les initiatives prises par une multitude d'acteurs à tous les échelons du pouvoir, forçant Hitler, le plus souvent, à arbitrer et à radicaliser ses positions pour conserver son autorité, au sein d'une «polycratie» quelque peu chaotique. Emmanuel Todd fait remarquer que le chaos polycratique prospérant à l'ombre de l'autorité d'un chef qui n'a pas toujours l'initiative mais sert toujours à légitimer cette dernière se retrouve au Japon, autre pays de structure familiale autoritaire. Goldhagen est «hyperintentionnaliste» en ce qu'il fait découler le génocide des Juifs de la volonté idéologique, non du seul Hitler, mais de tous les Allemands.

41 Nicolas WEILL, *Le meurtre antisémite, une maladie d'Allemagne?*, in: *Le Monde des Livres*, 17.1.1997, p. I et VIII.

42 Alain-Gérard SLAMA, *Les Allemands et la Shoah*, in: *Le Point*, 25.1.97, p. 80-81.

43 ARNO MAYER, *La Solution Finale dans l'histoire*, Paris 1990.

cide essentiellement une décision de circonstance, résultant d'une réaction de rage des Allemands en train de perdre la guerre et déversant leur haine sur la victime la plus proche. *Les Bourreaux volontaires de Hitler*, selon Slama, est un retour de balancier, qui prémunit contre les exagérations du fonctionnalisme à la Mayer.

Ce sont les historiens Jean-Pierre Azéma et François Bédarida qui ont le plus fait progresser la thèse fonctionnaliste en France, à l'occasion de la réalisation du dictionnaire *Les années de tourmente. De Munich à Prague* dont ils ont dirigé la publication. Il s'ensuivit une polémique dans la revue *Esprit*, le philosophe Pierre Bouretz protestant contre une sous-représentation de la thèse intentionnaliste dans le dictionnaire, marquée par exemple par l'absence d'un article «antisémitisme». C'est dans le même esprit que Pierre Bouretz écrit un plaidoyer modéré pour Daniel Goldhagen<sup>44</sup>.

Le philosophe, qui cherche à situer Auschwitz dans l'histoire universelle (pourquoi la Shoah?), incline-t-il nécessairement à l'intentionnalisme, tandis que l'historien, intéressé par la reconstruction des événements (la Shoah, comment?), inclinera-t-il au fonctionnalisme? Peut-être la configuration récente du débat intellectuel français est-elle trompeuse.

En tout cas, si l'historiographie française a été peu présente sur le terrain de l'interprétation du nazisme, il n'en est pas de même de la philosophie française, très soucieuse, d'une façon générale, d'intégrer les événements du XX<sup>e</sup> siècle à sa réflexion.

D'une façon générale, l'intervention des philosophes est la touche originale du débat français. Ils ont été, la plupart du temps, moins défavorables à Goldhagen que les historiens. S'ils ne l'ont pas systématiquement approuvé, ils ont, du moins, expliqué la nécessité du débat autour de ses thèses. Il faut citer ici, aussi bien l'entretien radiophonique d'Alain Finkielkraut avec l'historien Philippe Burrin que le débat qui fut organisé, le 30 janvier 1997, à l'Institut d'Études Politiques de Paris, dans le cadre du séminaire du sociologue Pierre-André Taguieff, qui avait invité des philosophes (Pierre Bouretz, Michel Cullin), des germanistes (Gilbert Merlio) et des historiens (Philippe Burrin) à débattre.

Ce fut, à notre connaissance, l'un des débats les plus intéressants autour des *Bourreaux volontaires de Hitler*. Enfin, toutes les disciplines intéressées étaient représentées. La qualité du débat et la persistance des oppositions (en particulier entre l'historien Philippe Burrin et le philosophe Pierre Bouretz) ont convaincu, si cela est nécessaire, de la nécessité d'une confrontation interdisciplinaire, comme l'avait déjà senti, il y a une vingtaine d'années l'historien Pierre Ayçoberry dans sa présentation générale de *La question nazie*<sup>45</sup>.

C'est également dans un esprit de confrontation des points de vue que les grandes revues intellectuelles françaises ont, dans les semaines suivant la parution du livre, publié des dossiers fournis sur *Les Bourreaux volontaires de Hitler*. *Le Débat*, *Les Temps modernes*, *Critique*, ont confirmé que la faiblesse relative de la recherche historique française sur le nazisme n'empêchait pas la France de participer intensément au débat intellectuel et public qui accompagne l'ouvrage de Daniel Goldhagen<sup>46</sup>.

44 François BÉDARIDA, Jean-Pierre AZÉMA, *Les années de tourmente. De Munich à Prague*, Paris 1995; Pierre BOURETZ, *Penser au XX<sup>e</sup> siècle. La place de l'énigme totalitaire*, in: *Esprit* (janvier/février 1996); Pierre BOURETZ, Daniel Goldhagen, la Shoah et l'Allemagne. Les piliers ont-ils vraiment tremblé?, in: *Les Temps Modernes* (février/mars 1997), p. 19-37.

45 Voir ci-dessus n. 9.

46 Le dossier du *Débat* 93 (janvier-février 1997), p. 121-188, reprend en traduction des articles déjà parus en Allemagne ou aux États-Unis d'Omer Bartov, Fritz Stern, Robert S. Wistrich, Josef Joffe. Daniel Goldhagen a écrit spécialement un article pour ce numéro; dans le dossier des *Temps Modernes* 592 (février-mars 1997), p. 1-61, outre l'article déjà cité de Pierre Bouretz, on trouve des contributions de Raul Hilberg, Claude Lanzmann, Liliane Kandel et Pierre-Yves Gaudard; Le dossier de *Critique* 600 (mai 1997) est intitulé «Allemagne: l'histoire, l'indicible» et ne s'intéresse pas seulement à la controverse Goldhagen. On se reportera principalement à l'article d'Anne GRYNBERG, *Les bourreaux de Goldhagen: des Allemands ou des hommes?*, p. 323-338.

On exprimera, pour finir la présentation des différentes étapes de la controverse, un regret: après que les spécialistes eurent donné leur avis, le débat public autour des thèses de Goldhagen, quand il n'a pas été manqué, comme le 23 janvier à la Cité Universitaire, a commencé trop tard. Il a eu lieu après que Daniel Goldhagen fut venu en France. Il n'est pas possible ici de présenter toutes les discussions et débats autour des *Bourreaux volontaires de Hitler*, qui se sont succédés à partir de février, au rythme de presque un par semaine.

Le côté agaçant fut la volonté fréquente de séparer le livre de son auteur. On a entendu maintes fois expliquer par des débatteurs qui profitaient de l'effet Goldhagen qu'il était bon de pouvoir parler, après les furies médiatiques des États-Unis et de l'Allemagne, des *Bourreaux volontaires de Hitler* dans des discussions posées. On peut se demander si ne ressortait pas là le banal antiaméricanisme français, qui voit dans Daniel Goldhagen une occasion de fustiger le manichéisme des publications et la mercantilisation de l'édition outre-Atlantique<sup>47</sup>.

### Les enseignements de la controverse Goldhagen et l'avenir de la recherche française sur le nazisme

La controverse Goldhagen restera comme l'une des controverses intellectuelles majeures de cette fin de siècle. On ne peut que se réjouir que les grandes revues françaises aient apporté leur contribution à une discussion internationale. Au total, la configuration du débat français est assez semblable à celle d'autres pays: dans l'ensemble, les non-spécialistes ont parlé beaucoup plus librement et volontiers des *Bourreaux volontaires de Hitler* que les spécialistes. Quand on a identifié les raisons propres à la France de l'absence ou du refus de débattre de ces derniers (germanistes ou historiens), il reste à voir dans quelle mesure la recherche française pourrait imprimer, enfin, sa marque au progrès des études internationales sur le nazisme.

Il s'agit avant tout d'identifier les enjeux du débat international. Depuis la parution des *Bourreaux volontaires de Hitler*, aux États-Unis, au printemps 1996, le débat se déroule sur deux plans<sup>48</sup>.

Le premier est un plan scientifique. Daniel Goldhagen juge nécessaire de réexaminer la question du comportement des bourreaux. Pourquoi, demande-t-il, les bourreaux ont-ils été d'accord pour tuer les Juifs, alors même qu'ils n'y étaient pas contraints? D'où vient la cruauté dont témoignent les documents d'archives?

Le sociologue de Harvard considère que l'explication par les structures ne répond pas à cette question. L'approche fonctionnaliste de la Shoah laisse, selon lui, échapper le facteur essentiel: les membres d'une société imprégnée depuis des décennies par l'antisémitisme éliminatoire spécifiquement allemand se sont portés volontaires pour tuer des Juifs quand ils en ont eu l'occasion.

La thèse de Goldhagen a été critiquée par quasiment tous les historiens spécialistes. Plus l'on observe la discussion, plus l'on se demande si un dialogue entre Goldhagen et les historiens était possible. Le contraste entre les approches méthodologiques respectives est en effet très accentué.

Le sociologue de Harvard est intéressé avant tout par la formulation d'un cadre interprétatif général. Dès la première page de son livre, il donne sa théorie du comportement des bourreaux. La théorie est développée dans la première partie. Elle est destinée à éclairer les documents d'archives présentés dans la deuxième. Elle doit, au besoin, compenser les lacunes des sources.

47 Le grand historien qu'est Emmanuel Le Roy Ladurie ne gagne rien, dans le compte-rendu que nous avons déjà cité, à traiter Daniel Goldhagen d'«undergraduate du Middle West».

48 Nous reprenons ici rapidement certains des arguments que nous avons développés dans HUSSON (voir n. 4).

Au contraire de Goldhagen, Christopher Browning, qui a travaillé sur le même type de sources, refuse de boucher les trous des documents par des hypothèses<sup>49</sup>. Il dit par exemple clairement que les archives sur les bataillons de police ne rendent compte qu'indirectement de l'antisémitisme des tueurs et en parlent peu. Ce n'est qu'à la fin de son ouvrage que l'historien, très prudemment, propose des explications sociologiques du comportement des tueurs.

Il faut reconnaître au sociologue de Harvard qu'il n'omet aucun fait, même ceux qui contredisent sa théorie, livrant ainsi trop facilement matière à critique aux historiens. La raison de sa façon de procéder est simple: le seul débat qui l'intéresse est celui des interprétations possibles du comportement des tueurs. Quand les historiens lui opposent tel ou tel fait qui semble contredire son argumentation générale, il répond toujours par une question: disposez vous d'un modèle théorique qui éclaire autant de faits que le mien ?

Depuis le début du débat scientifique, nous assistons à une discussion qui n'en est pas une, au cours de laquelle le sociologue américain rétorque sans se lasser à ses critiques qu'ils refusent de discuter sur le plan théorique.

Peut-être la recherche devrait-elle prendre le sociologue de Harvard au mot: dans notre essai sur la controverse, nous avons utilisé les théories de René Girard sur le mimétisme de la violence<sup>50</sup>. En confrontant les faits donnés par Browning et par Goldhagen sur les bataillons de police avec les concepts girardiens, on arrive à un résultat qui confirme les chapitres interprétatifs de Browning plutôt que ceux de Goldhagen. Le sociologue américain sous-estime considérablement l'influence réciproque des bourreaux les uns sur les autres.

Avec Girard, on dira que la violence d'un individu est toujours imitation de la violence d'un autre. Même si l'individu est imprégné d'antisémitisme, son idéologie ne devient meurtrière qu'à partir du moment où il rencontre chez un autre une confirmation de son préjugé idéologique et surtout une incitation à la violence<sup>51</sup>. L'extension et la radicalisation de la violence repérées par Browning dans l'histoire des bataillons de police est une illustration du mimétisme de la violence.

On doit concéder à Daniel Goldhagen qu'il a raison de ramener la question de l'antisémitisme, trop négligée par la recherche ces dernières années, au centre de la discussion. Mais l'antisémitisme ne suffit pas pour expliquer le passage à l'acte. Les bourreaux sont passés à l'action ou du moins n'ont pas refusé leur complicité, sous l'influence les uns des autres. C'est ainsi que l'on peut comprendre que sont devenus meurtriers des gens qui n'étaient pas (très fortement) antisémites. Goldhagen lui-même cite des cas où des gens particulièrement endoctrinés supportent moins la cruauté des massacres que des gens peu antisémites<sup>52</sup>. Il faut ajouter que l'idéologie a une fonction de justification des crimes pour chaque individu. L'antisémitisme éliminatoire décrit par Daniel Goldhagen était certainement plus répandu à la fin du III<sup>e</sup> Reich qu'en 1933.

49 Christopher BROWNING, *Des hommes ordinaires*, Paris 1994. L'attaque la plus sévère d'une historienne contre Daniel Goldhagen est celle de Ruth Bettina BIRN, *Revising the Holocaust*, in: *The Historical Journal* 40 (1997), p. 199-215. Ayant longtemps travaillé sur les mêmes sources que Daniel Goldhagen, elle lui reproche d'avoir fait un choix de documents qui corroborent sa thèse. Effectivement, on peut dire que Daniel Goldhagen part d'une hypothèse sociologique et rassemble tous les indices qui la confirment. Le chercheur de Harvard a néanmoins jugé outrancières les critiques de sa collègue historienne et envisagé, un temps, de lui faire un procès pour diffamation.

50 Voir en particulier HUSSON (voir n. 4), p. 42-43.

51 Cet «autre», ce peut-être, bien-sûr, la victime elle-même, dont le surgissement dans le champ de la conscience vient confirmer l'image idéologique *a priori*.

52 Voir par exemple GOLDHAGEN (voir n. 1), p. 303, le cas d'Albert Fischer, entré dans la SS par enthousiasme idéologique et que l'expérience de la guerre d'extermination contre l'Union Soviétique puis des camps, dégrisa.

S'il y a une justification à la démarche de Daniel Goldhagen, c'est la nécessité de présenter un tableau général du III<sup>e</sup> Reich. Nous croulons sous les monographies et jamais le besoin n'a été aussi grand de disposer de vues d'ensemble qui permettent de structurer la connaissance du national-socialisme. En ce domaine, la recherche historique française pourrait faire des outils philosophiques, sociologiques et anthropologiques un atout considérable. Nous avons illustré cette possibilité trop brièvement à partir des perspectives développées par Emmanuel Todd et René Girard. Pierre Bouretz montre pour sa part comment une connaissance approfondie de la tradition philosophique du XX<sup>e</sup> siècle fait lire d'un autre œil *Les Bourreaux volontaires de Hitler*<sup>53</sup> : »L'un des paradoxes du livre de Daniel Goldhagen tient à ce qu'il dissimule sous des attendus méthodologiques souvent lourds et approximatifs une véritable originalité, qui pourrait se reconstruire à partir de ce que Max Weber décrivait comme le programme d'une ›sociologie compréhensive‹ ... oppos[ant] aux analyses de la société par des structures ou des lois l'idée selon laquelle seul le comportement des individus est intelligible et le projet d'expliquer les phénomènes historiques à partir des différentes modalités de l'activité.«

Le deuxième plan de la discussion est public. *Les Bourreaux volontaires de Hitler* est, de notre point de vue, une tentative de réponse à l'historicisation du national-socialisme, au sens où ce mot a été utilisé en Allemagne ces dix dernières années.

Historicisation du nazisme signifie, dans ce cas, la tendance à ne plus faire du génocide des Juifs et des autres crimes de masse du nazisme le point central d'un tableau (scientifique) du III<sup>e</sup> Reich. Les historiens qui furent au cœur des débats intellectuels de 1986–87 ne sont pas seuls en cause<sup>54</sup>.

Imaginons pour un moment que Jürgen Habermas n'ait pas déclenché la *Querelle des historiens*. La controverse intellectuelle aurait sans doute pris un autre cours. L'historien israélien Saul Friedländer a fait remarquer en 1987 que Martin Broszat, dans son *Plaidoyer pour l'historicisation du nazisme*, paru deux ans avant la *Querelle des historiens*, cite Ernst Nolte tout naturellement comme l'un des historiens qui a permis de détacher la recherche sur le nazisme de l'émotion qui l'entourait dans les années qui suivirent immédiatement la Seconde Guerre mondiale, émotion, ajoute Broszat, qui continue à être celle non seulement des Israéliens mais aussi des habitants de la côte est des États-Unis, terre de refuge pour les émigrés du III<sup>e</sup> Reich et leurs descendants, ainsi que celle d'un vaste public, toujours fasciné par les mythes qui entourent le III<sup>e</sup> Reich.

Il faut se rappeler que Nolte avait développé dès 1974, sa thèse sur le Goulag antérieur à – donc responsable d' – Auschwitz. Broszat n'est pas le seul à avoir laissé passer, à l'époque, cette idée sans la critiquer. On comprend, dans le contexte de la *Querelle des historiens*, que Saul Friedländer se soit permis de faire remarquer que les formules de Broszat pouvaient être récupérées à mauvais escient, en particulier celle qu'il fallait, pour faire un travail vraiment scientifique sur le III<sup>e</sup> Reich, se détacher de la mémoire – forcément mythique – des victimes<sup>55</sup>.

Il est à bien des égards étonnant de relire le plaidoyer de Broszat et son échange épistolaire qui s'ensuivit avec Saul Friedländer dans le contexte de la controverse Goldhagen. Le

53 BOURETZ (voir n. 44), p. 28.

54 Voir HUSSON (voir n. 4), p. 108–118 et p. 149–177. Le débat entre Martin Broszat et Saul Friedländer est présenté en détail aux p. 172–177. Voir aussi SAUL FRIEDLÄNDER, *L'Allemagne nazie et les Juifs*, t.1, Paris 1997.

55 René Girard a démontré, au contraire, que le travail de l'historien n'est rendu possible qu'à partir du moment où le mécanisme universel du bouc-émissaire est identifié comme tel. Sinon, on reste dans le mythe. Une histoire du III<sup>e</sup> Reich est forcément écrite du point de vue des victimes de la violence nazie. Elle ne doit pas, bien sûr, forger un mythe inversé où les anciens bourreaux servent de nouveaux bouc-émissaires. Voir en particulier, RENÉ GIRARD, *Le bouc-émissaire*, Paris 1982.

texte de Broszat, avec par exemple les quelques formules que nous avons citées, pourrait être un compte-rendu des *Bourreaux volontaires de Hitler*. N'est-ce pas le livre d'un survivant du génocide émigré aux États-Unis? Ce livre n'est-il pas devenu l'une des meilleures ventes mondiales parce qu'il décrit sur tant de pages les inimaginables cruautés commises par les bourreaux et cela, diront certains, à la limite du voyeurisme. Peut-on accepter la façon dont le sociologue de Harvard veut redonner leurs lettres de noblesses scientifiques à des conceptions encore partagées par les lecteurs non spécialistes, mais que les chercheurs ne prennent plus au sérieux? Broszat aurait vivement critiqué le retour de l'intentionnalisme et même sa radicalisation avec Goldhagen, selon qui les Allemands voulaient la même chose qu'Hitler: tuer les Juifs.

Dans sa série d'objections au texte de Broszat, Friedländer mettait particulièrement l'accent sur les ambiguïtés de l'histoire de la vie quotidienne (*Alltagsgeschichte*) sous le nazisme, celle présentée par Broszat comme l'histoire vraiment scientifique de la période nazie. On se rappelle la formule du grand historien allemand aujourd'hui décédé: après avoir écrit l'histoire du régime nazi, il était temps de passer à l'histoire de la société allemande sous le nazisme. Mais n'est-il pas dangereux de séparer société et régime, vie quotidienne et vie publique au sein du III<sup>e</sup> Reich?

Ecrire une histoire de la société allemande sous le nazisme peut être, selon Friedländer, dangereux si »l'histoire par en bas« est détachée du contexte criminel du régime. L'histoire sociale de la période nazie court le danger de dresser un tableau dont les victimes sont absentes. Or, l'histoire des victimes est aussi une histoire de la vie quotidienne sous le nazisme. La force de Daniel Goldhagen tient à son évocation de la vie quotidienne des tueurs. Normalité et cruauté sont inextricablement liées. Sur ce point, Goldhagen et Browning sont parfaitement d'accord<sup>56</sup>.

Entre autres choses, Daniel Goldhagen a voulu proposer un moyen d'unir toutes les tendances nouvelles de la recherche avec une réflexion politique et morale sur la Shoah. Il présente une histoire de la vie quotidienne écrite du point de vue des victimes. Contre Broszat, par exemple, il veut montrer qu'une histoire satisfaisante de la vie quotidienne sous le nazisme doit présenter ensemble bourreaux et victimes, normalité et cruauté. Il refuse la peinture d'une normalité sous le III<sup>e</sup> Reich qui ne serait pas réalisée d'un point de vue normatif.

Il y a dix ans, Friedländer avait répondu de façon modérée à Broszat. Daniel Goldhagen est beaucoup plus radical. Malgré tout ce qui est critiquable dans son livre, on saluera un ouvrage dont l'utilité se mesure à l'évolution récente du concept d'historicisation. Rainer Zitelmann et Karlheinz Weissmann, ces contemporains de Daniel Goldhagen qui ont entrepris de refonder la droite intellectuelle allemande, depuis quelques années, sur une normalisation du passé, se réclament ouvertement du concept d'historicisation de Broszat, avec d'autant moins de scrupules qu'il n'est plus là pour s'y opposer. Une identité allemande, disent-ils, ne devrait plus être fondée sur la mémoire des victimes du nazisme, cette arme politique des Américains vainqueurs de 1945 et des soixante-huitards.

Une fois énumérées les objections scientifiques aux *Bourreaux volontaires de Hitler*, il faut néanmoins remercier chaleureusement son auteur d'avoir provoqué un débat qui confirme que la majorité des Allemands n'est pas du côté de Zitelmann et Weissmann. Le succès de Daniel Goldhagen en Allemagne n'est pas artificiel: il va dans le même sens que l'intérêt très fort porté à l'exposition sur les crimes de guerre de la Wehrmacht.

Les intellectuels français se sont particulièrement intéressés à la *Querelle des historiens*. Le débat entre Broszat et Friedländer, aussi, est connu depuis longtemps. Il faudrait mettre cette familiarité avec les débats allemands à profit pour, là aussi apporter une contribution

56 Le meilleur passage du livre est sa conclusion, où Daniel Goldhagen rappelle (p. 447-452) que le territoire du Reich était maillé de camps. Les camps de concentration appartenaient à l'expérience quotidienne. Il fallait vouloir ne pas les voir.

originale aux discussions internationales. Il s'agit d'établir des repères intellectuels à la discussion scientifique. La difficulté d'écrire l'histoire du nazisme consiste à unir tous les plans: le plan individuel et le plan collectif; le plan moral et le plan scientifique. La recherche française ne pourrait-elle pas aider à un affinement des concepts, en particulier en s'interrogeant sur les moyens de se servir du grand texte de Jaspers sur la *Culpabilité allemande*<sup>57</sup>?

57 Voir HUSSON (voir n. 4), p. 104–107. Sur l'exposition autour des crimes de guerre de la Wehrmacht, on consultera: Edouard HUSSON, De la «querelle des historiens» à l'exposition de Hambourg, in: Documents 52/3 (1997), p. 5 et suiv.